Le candidat Alain Juppé fait bouger les lignes

ÉCRIT PAR LA RÉDACTION

4 novembre 2016

Dominique Biras, Camille Claudel à gauche, Jean-Philippe Courtois de la majorité régionale et la plupart des caciques de droite. Le maire de Bordeaux en fête de sondages au niveau national ratisse large au niveau du personnel politique guadeloupéen.

À la veille de la primaire qui désignera le candidat des Républicains à l'élection présidentielle en 2017, Dominique Biras et Claudel Delumeaux, conseillers de la majorité municipale des Abymes ont rallié le candidat Juppé. L'adhésion s'est concrétisée mercredi 26 octobre lors d'une réunion qui s'est tenue au domicile de Dominique Biras en présence de Philippe Chaulet, grand organisateur de la campagne d'Alain Juppé en Guadeloupe, et de Blaise Aldo, tout aussi actif. Romel Zami fils spirituel de Marcel Lacoma considéré comme la figure de proue de la droite aux Abymes était selon Dominique Biras lui aussi présent. La décision des conseillers municipaux des Abymes réputés de gauche, de soutenir Alain Juppé indique la capacité du maire de Bordeaux à ratisser large. Selon Philippe Chaulet joint au téléphone mercredi 2 novembre, " *le mouvement ne fait que commencer* ". L'ancien maire de Bouillante cite le conseiller régional de la majorité Jean-Philippe Courtois qui serait lui aussi prêt à s'en- gager avec Alain Juppé.

Sonia Pétro fidèle à Sarkozy

Sur l'échiquier politique de droite, Alain Juppé enregistre également une belle opération. Marie-Luce Penchard maire de Basse-Terre avait depuis le 24 mars dernier participé à l'appel des maires qui demandaient au niveau national à soutenir l'ex-Premier ministre de Jacques Chirac. Elle a réaffirmé le 18 octobre sur Guadeloupe 1re son aversion à l'égard de Nicolas Sarkozy. D'autres personnalités de droite qui avaient mis la politique en sommeil sont motivées par la candidature Juppé. C'est notamment le cas de Claudy Movrel à Anse- Bertrand. Quant au reste de la

droite elle s’est ralliée en grande majorité à Alain Juppé. C’est le cas de Camille Élisabeth, conseiller régional de Pointe-Noire, Thierry Abelli, maire de Bouillante, Luc Adémarre maire de Gourbeyre. D’anciens élus de droite ont opéré le même choix. C’est notamment le cas de Clodomir Bajazet. Reste Sonia Pétro qui fidèle, milite en faveur de Nicolas Sarkozy, convaincue que les militants ont une tout autre perception des deux principaux rivaux de cette primaire à droite.

Sonia pétro : ” on prévoit trois millions de votants “

Se définissant comme “ *la voix des militants* “, Sonia Petro, présidente de la fédération départementale Les Républicains doit faire adhérer ses troupes au processus inédit de la primaire à droite. ” *On reconstruit la droite en Guadeloupe* “, reconnaît celle qui revendique plus d’un millier d’adhérents. Le Courrier de Guadeloupe l’a interrogée lundi 31 octobre, alors qu’elle venait de réceptionner les kits de bureaux de vote acheminés par avion depuis l’Hexagone.

Le Courrier de Guadeloupe : **Quel est votre rôle dans ces premières primaires de la droite et du centre ?**

Sonia Pétro : L’organisation est bicéphale : il y a la ” *Haute autorité de la primaire* “, présidée par Anne Levade, juriste non encartée, garante avec son équipe de constitutionnalistes, de la régularité des procédures. Elle a élaboré un guide de la primaire que tous les candidats ont dû signer. À côté, il y a une instance politique, présidée par Thierry Solère : la commission nationale d’organisation, où siègent les représentants de chaque candidat. Cette commission a créé dans chaque département une commission départementale d’organisation, que je préside en Guadeloupe depuis avril dernier.

Combien de votants attendez-vous ?

On a du mal à faire des projections. Au national, on prévoit trois millions de votants. Mais où les gens vont le plus se mobiliser ? Je n’en ai aucune idée.

Espérez-vous une participation des électeurs de gauche ? J’espère que les gens qui ont envie qu’il y ait une alternance en France se prononceront.

Après, je ne souhaite pas qu'il y ait de front contre aucun candidat.

Vous craignez un vote anti-Sarkozy ?

Je ne pense pas que mes compatriotes de gauche soient dans ce type de calcul en Guadeloupe.

Quels sont les élus locaux qui ont apporté leur parrainage aux candidats ?

Il n'y a qu'un Guadeloupéen, Clodomir Bajazet, qui a parrainé un candidat, Alain Juppé. Les autres ont beaucoup parlé, mais je cherche toujours leur nom… Il y a par ailleurs Daniel Gibbs pour Nicolas Sarkozy, à Saint-Martin.

Est-ce que tous les candidats ont des relais locaux ?

Non, Nathalie Kosciusko-Morizet et Jean-François Copé n'en ont pas. Jean Kassis est le relais de François Fillon, et Sylvie Chammougon-Anno de Bruno Lemaire. Luc Adémar représente Alain Juppé, tandis que Philippe Chaulet est son porte-parole. Et pour Nicolas Sarkozy, c'est moi. Sully Tacite représente Jean-Frédéric Poisson.

Vous ne craignez pas que ces primaires attisent les divisions au sein de votre famille politique ?

Oui, c'est pour cela que les adhérents ne voulaient pas de primaire ouverte. Ils voulaient qu'elle soit interne. Ils avaient peur que les gens de gauche puissent voter. Les militants disent qu'ils paient une cotisation, et ils ne comprennent pas pourquoi ce sont les autres qui vont venir décider pour eux. Nicolas Sarkozy a accepté parce que si on n'avait pas fait cette primaire, on risquait d'avoir deux ou trois candidats de droite au premier tour, et d'être éliminé. La droite locale s'est déjà auto-déchirée depuis une dizaine d'années… Entre nous, est-ce qu'on peut faire pire que ce qu'on a déjà fait ? Je ne crois pas. Je pense au contraire que ça peut être une chance.

Droite et centre : leurs programmes pour l'outre-mer

Certains citent l'Outre-mer spontanément et lui consacrent un volet dédié dans leur programme, d'autres n'en font aucune mention. Les sept

candidats à la primaire de la droite et du centre seront départagés les 19 et 26 novembre prochains à l'issue du vote qui désignera le représentant de la droite à l'élection présidentielle de 2017. Emploi, pouvoir d'achat, économie, sécurité, infrastructures : éclairage sur les principales propositions.

Jean-François Copé, " Réarmer la France "

Le maire de Meaux et ancien président de l'UMP désormais Les Républicains, Jean-François Copé, veut **gouverner par ordonnances** pour renforcer l'armée et la défense, l'arsenal anti-terrorisme, mettre en place un code de la laïcité et des cultes et libéraliser l'économie et l'emploi. Sur ce point, parmi les propositions phares, il veut **simplifier le Code du travail** en assouplissant les modalités de licenciement, libéralisant les CDD, généralisant les référendums d'entreprise, faciliter le travail non salarié avec des numéros Siret personnel permettant à chacun de travailler en parallèle ou non d'un emploi salarié par exemple, et supprimer les 35 heures et le statut de fonctionnaire. Par ordonnance, il souhaite également **réduire la pression fiscale** des entreprises en supprimant le Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), allégeant les charges patronales et salariales de 34 milliards d'euros financés par une hausse de la TVA de 20 % à 23 %. Il propose également de **réduire la fiscalité des ménages** et supprimer l'Impôt de solidarité sur la fortune (ISF). Sur la sécurité, il envisage de créer 50 000 postes supplémentaires pour la police et la justice et revoir la politique d'aménagement des peines. Son programme ne comporte pas de rubrique spécifique à l'Outre-mer.

François Fillon, " Un projet pour la France "

Pour le député de Paris et ancien Premier ministre François Fillon, " *la Guadeloupe étant partie intégrante de la France, tout ce qui est bon pour la France est bon pour la Guadeloupe* ", selon Jean Kassis, coordinateur régional et président de son comité de soutien. Ses priorités : **libérer l'économie, rétablir l'autorité de l'état et affirmer les valeurs de la France**. En Guadeloupe en avril dernier, François Fillon " *a constaté les prix exorbitants des billets d'avion, du téléphone et de l'électricité* " et s'est montré favorable à davantage de moyens pour la police. Sur la

colonisation, lors de son discours de rentrée à Sablé-sur-Sarthe, il a proclamé : *" Non, la France n'est pas coupable d'avoir voulu faire partager sa culture aux peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique du Nord. Non, la France n'a pas inventé l'esclavage "*. Déclarations qui ont fait bondir Élie Domota, secrétaire général de l'UGTG qui lui a répondu en direct lors de l'émission politique du 27 octobre de David Pujadas et Léa Salamé sur France 2, que *" ce sont des propos racistes qui font l'apologie de crimes contre l'humanité "*. Jean Kassis défend son candidat en soulignant qu'il a rendu hommage à *" Raphaël Elizé, premier maire noir de France, élu à Sablé-sur-Sarthe en 1929, en baptisant une rue de son nom "*.

Nathalie Kosciusko-Morizet, " Nouvelle société, nouvelle France "

Députée de l'Essone, Nathalie Kosciusko-Morizet propose douze mesures dont **la libération de l'entreprise, un travail indépendant favorisé et l'écologie pour tous**. La dépendance serait son chantier prioritaire pour garantir à chaque famille une prise en charge : création de 200 000 emplois et financement du dispositif par une majoration de 5 % des contrats d'assurance multirisques. Sur la politique familiale, elle mettrait en place un revenu par enfant pour tous les parents, dès le premier enfant, sans condition de revenu. Elle propose un revenu de base de 470 euros pour tous les Français qu'ils travaillent ou pas ; le remplacement de l'impôt sur le revenu actuel par un proportionnel au revenu dès le premier euro. Par ailleurs, la candidate envisage de réorienter les 32 milliards de la formation professionnelle vers les jeunes et les demandeurs d'emploi. Elle propose de réduire les dépenses publiques de 100 milliards d'euros, en réformant la fonction publique, la santé, les retraites, les allocations chômage. Pour les entreprises, elle propose d'alléger de 100 milliards d'euros leurs charges, en réduisant les impôts sur les sociétés et les cotisations patronales notamment. Son programme ne comporte pas de rubrique spécifique à l'Outre-mer.

Bruno Le Maire, " Une France juste, des Français fiers "

Lors du premier débat télévisé de la primaire, le 13 octobre, le député de l'Eure et ancien ministre de l'Agriculture, est le seul à citer l'Outre-mer en introduction : *" Le miracle est que la France tienne debout […] grâce à tous les Français que j'ai rencontrés en France et en Outre-Mer depuis*

2012 “. Certaines mesures nationales trouvent un retentissement local : le financement des énergies renouvelables, la programmation des investissements dans les grandes infrastructures, la lutte contre la violence, la politique en faveur du logement intermédiaire ou de l’innovation, la baisse des charges patronales, la mer comme levier de croissance. Son programme mentionne des mesures phares spécifiques à l’Outre-mer. Garantir la sécurité, par une politique de tolérance zéro, **en renforçant les forces de sécurité outre-mer**, avec 300 postes supplémentaires entre 2017 et 2019, pour un coût estimé à 28,10 M€ par an supporté par l’augmentation des crédits de sécurité ; **soutenir l’économie** en réduisant le coût du travail par l’expérimentation d’une taxation forfaitaire unique fixée entre 8 et 10 % qui remplacerait l’ensemble des autres prélèvements (impôt sur les sociétés, sur le revenu, TVA,…) ; **défendre les intérêts des DOM** à Bruxelles en négociant une préférence territoriale.

Jean Frédéric Poisson, ” Libérer la France de Mai 68 “

Chrétien -démocrate, Jean Frédéric Poisson veut abroger la loi ” mariage pour tous “, affirmer dans la Constitution la tradition chrétienne de la France, **instaurer le droit du sang**, supprimer le regroupement familial des immigrés et le conseil du culte musulman. Il veut **rétablir le service militaire** et revenir à un mandat présidentiel de sept ans. Par ailleurs, il propose de recentrer l’État sur ses missions régaliennes. Il augmenterait le budget de la justice d’un milliard comprenant un programme de revalorisation des métiers de la fonction publique pénitentiaire, un chantier de rénovation des centres de détention et la construction de 30 000 nouvelles places de prison. Pour les acteurs économiques, il simplifie les démarches administratives, allège les charges. Il révise le Code du travail en donnant plus de poids aux partenaires sociaux. **Il favorise l’investissement des entreprises dans l’Hexagone et l’outre-mer**. Il veut lutter contre la pauvreté et mieux répartir la richesse nationale en faisant payer l’impôt à tous les foyers fiscaux, instaurer un revenu universel en remplacement de toutes les allocations sociales et familiales, avec l’objectif de diminuer l’ensemble de ces dépenses de 10 % sans perte de pouvoir d’achat pour les familles.

Alain Juppé : ” Mon projet pour l’outre-mer “

Maire de Bordeaux depuis 2006, Alain Juppé est ancien ministre de la Défense (2010-2011), des Affaires étrangères (2011-2012) sous Nicolas Sarkozy, ancien Premier ministre (1995-1997) sous Jacques Chirac, etc. En 2004, il est contraint de quitter la vie politique, la Cour d'appel de Versailles l'ayant condamné à un an d'inéligibilité et quatorze mois de prison avec sursis pour prise illégale d'intérêt dans le cadre des emplois fictifs de la mairie de Paris. Jusqu'au plus récent sondage d'Elabe publié mercredi 2 novembre par L'Opinion et BFMTV, il caracole en tête des intentions de vote à la primaire de la droite. La brochure intitulée " Mon projet pour l'Outre-mer " récapitulant son programme particulier a été communiquée le 26 octobre. Le candidat part du principe que " les Outre-mer ne doivent plus être perçus comme la périphérie d'un centre hexagonal mais au centre d'un monde qui se construit et dans lequel chacun d'eux incarne la France mais aussi son territoire ".

• Pour donner un nouveau souffle à l'économie, ses leviers d'action sont le maintien de la sur-rémunération, la création de nouvelles zones franches, le maintien des aides au tourisme et la mise en place de zones de détaxe 7 J/7 J permettant la vente de produits locaux et de marques. Il lancera un plan d'investissement de 500 M€ pour renforcer la productivité et stimuler la croissance pour mettre fin à la fracture numérique, améliorer la gestion de l'eau et des déchets et développer les infrastructures de transport.

• Face à l'échec scolaire, Alain Juppé veut augmenter de 50 % le nombre de places de service militaire adapté pour les jeunes en difficultés. Il propose d'endiguer l'illettrisme, et créer des filières de formation dans les métiers émergents.

• Pour lutter contre la vie chère, il crée " les conditions d'une concurrence effective ". Sur la santé, il veut renforcer la démographie médicale et l'offre de soins et développer des cellules de recherche sur les maladies tropicales émergentes.

• Alain Juppé en appelle à un État fort qui restaure la sécurité, par un programme ambitieux dans les prisons afin de s'assurer que les peines soient effectuées. Il veut renforcer la lutte contre les stupéfiants par un réseau d'une dizaine de radars de surveillance des approches maritimes.

Nicolas Sarkozy centré sur l'ordre et la sécurité

Nicolas Sarkozy a été président de la République (1997-2012), président du parti Les Républicains (2015-2016), ministre de l'Intérieur, de l'Économie, du Budget, président du Conseil général des Hauts de Seine, député des Hauts de Seine et maire de Neuilly-sur-Seine.

Sonia Pétro, sa représentante locale, s'interroge sur la nécessité que l'Outre-mer ressorte dans le débat, " *quand on ne veut pas être traités différemment* ". Le programme général du candidat, centré sur l'ordre et la sécurité, comporte de nombreuses mesures économiques et sociales.

• Ainsi, pour relancer l'emploi, il est nécessaire de baisser durablement les charges pesant sur les entreprises et instaurer et instaurer un dispositif zéro charge sur le SMIC et les bas salaires. Il propose également une diminution des charges patronales entre 35 et 39 heures hebdomadaires afin d'inciter les entreprises à augmenter le temps de travail. Il propose de transformer le CICE en baisse de charges durables, notamment avec une diminution du taux de l'impôt sur les sociétés de 33,33 % à 30 %.

• Sur l'éducation, Nicolas Sarkozy veut mettre en place un CP + pour les enfants en difficulté : aide personnalisée, devoirs réguliers, heures d'apprentissage renforcé et périodes de remise à niveau. L'idée est que tous les enfants sachent lire à la sortie du CP. L'apprentissage doit devenir la voie de droit commun pour l'obtention d'un bac professionnel.

• Sur le pouvoir d'achat, le candidat projette de diminuer de 10 % l'impôt sur le revenu. Les règles de retraite public-privé doivent converger et les régimes spéciaux doivent être supprimés.

• Sur la recherche médicale, Nicolas Sarkozy veut lancer un plan de santé pour la recherche contre la maladie d'Alzheimer, l'autisme et les cancers. Il est pour une non-taxation des successions jusqu'à 400 000 €.

• Ensuite, l'essentiel de son programme porte sur les questions de sécurité et de lutte contre l'immigration. Tolérance zéro pour les multirécidivistes : 20 000 places supplémentaires de prison, majoration des peines en cas de récidive. Interdiction du burkini, suspension des aides sociales aux femmes qui portent la burqa dans l'espace public, suspension du regroupement familial, évolution du droit du sol, fermeture des lieux de culte salafiste, armement de la police municipale automatique pour les

villes de plus de 10 000 habitants.